

Après les attentats, les Belges toujours plus divisés

► Selon un sondage réalisé après les attentats, un Belge sur deux est pour la fermeture des frontières.
► Ils jugent que la mesure éviterait aux terroristes de frapper le pays.

Fermer les frontières aux réfugiés est vraiment une bonne mesure pour empêcher les terroristes de frapper en Belgique. Voici ce que pensent 50 % des Belges. L'autre moitié de

la population, quant à elle, estime que « fermer les frontières aux réfugiés ne sert vraiment à rien, car ce sont souvent des Belges qui commettent les attentats ».

Tel est probablement l'un des enseignements les plus marquants – pour ne pas dire inquiétants – de l'enquête commandée par la Fondation Ceci n'est pas une crise. En une vingtaine de questions, l'institut Dedicated Research a sondé l'état de l'opinion publique belge après les attentats. En ressort une

société particulièrement clivée. La question sur les frontières est sur ce point particulièrement révélatrice, même si sa formulation induit déjà une séparation stricte de deux camps, obligeant le répondant à « choisir son camp ». « Mais

nous sommes dans une société hyper fragmentée, se défend Benoît Schuerer, sociologue et responsable scientifique du sondage. Nous avons quitté des sociétés intégrées. Quelques consensus demeurent, mais globalement nous sommes face à deux axes, deux polarités : une partie de la population qui prône une société ouverte, cosmopolite, et une autre frange qui soutient une société fermée, avec plus de murs, plus de contrôles, plus d'autorité. Beaucoup de questions révèlent ce clivage. J'utilise le paradigme ouvert/fermé, mais on pourrait aussi user de l'opposition système/antisystème, etc. »

Les musulmans pointés du doigt
Les personnes interrogées

disent craindre une récupération des événements par des politiques qui véhiculeraient des discours de rejet, de haine, de repli. Elles refusent de « tomber dans le piège que nous tend Daesh ». Pourtant, la population semble déjà partiel-

lement y basculer. Pour un Belge sur deux, l'équation « réfugié = musulman = terroriste » n'a rien d'une aberration, que du contraire. Un accord est le soutien décroît à mesure que le niveau d'études augmente : si 61 % des citoyens dont le plus haut diplôme est celui de secondaire inférieur y adhèrent, ils ne sont « plus que » 38 % dans les détenteurs d'un diplôme supérieur universitaire. De même, près de quatre Belges sur dix estiment que la communauté

musulmane est « plutôt complice » de ces actes terroristes. Certes, cela signifie que la majorité ne le pense pas. Mais seuls 31 % placent les musulmans aussi du côté des victimes. Les personnes désignées dans les attentats de Bruxelles étaient pourtant de toutes les nationalités, de toutes les origines et de toutes les religions. Au niveau mondial, 80 % des victimes du djihadisme sont des musulmans.

La crainte d'une guerre civile

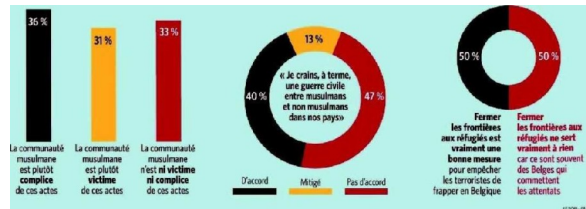
Un climat qui effraie de plus en plus les Belges de confession musulmane. Ils sont ainsi plus nombreux (49 %) que la moyenne des personnes sondées (30 %) à prévoir d'éviter les lieux publics dans les jours et les semaines à venir. La

crainte de nouveaux attentats, partagée par un cinquième de la population, mais à laquelle s'ajoute la peur d'agressions xénophobes ou islamophobes. Par ailleurs, ils sont 58 % à redouter la récupération des événements par des partis politiques susceptibles de « profiter de la situation en jouant sur les peurs et en développant un discours de rejet, de repli et de haine ». Pas étonnant dès lors qu'ils se montrent également plus inquiets à l'idée qu'à terme, nos sociétés deviennent le théâtre d'une guerre civile entre musulmans et non musulmans... Une crainte partagée globalement par quatre Belges sur dix.

Pour les musulmans belges, les attentats de Bruxelles font force-

ment écho à ceux que vivent les habitants du Proche et Moyen-Orient tous les jours. Pour une immense majorité d'entre eux (82 %) les événements du 22 mars les aident à « mieux comprendre les réfugiés qui dans leur pays vivent ça tous les jours ». Lorsque l'on s'en tient à la moyenne, les répondants sont en réalité plus nombreux (45 %) à réfuter cette proposition qu'à y adhérer (42 %). Reste une petite, très petite touche d'espoir : les jeunes, de 18 à 25 ans, semblent plus sensibles au sort des réfugiés. Ils sont exactement 50 % à faire le parallèle entre ce que nous avons vécu à Bruxelles et ce qu'ont traversé ceux qui frappent aujourd'hui aux portes de l'Europe. ■

ELODIE BLOGNI



le sentiment La colère, plutôt que la peur

Vous n'avez pas votre peur. Comme aux lendemains des attentats de Charlie Hebdo, puis du 13 novembre, les messages de résistance ont fleuri en Belgique, en même temps que les bougies, les roses et les dessins. Scandés comme des slogans, flanqués sur des tabourets, crayonnés à la craie sur les pavés de la place de la Bourse ou revendiqués, partagés, twittés sur les réseaux sociaux. Les Belges qui se manifestaient refusaient de céder à la peur, du moins l'affirmaient-ils. Les chiffres de ce premier sondage « post attentats » le confirment.

Interrogées sur le sentiment qui domine actuellement en eux, les personnes placent en premier lieu la colère, ensuite la peine, puis la solidarité et enfin, seulement, la peur. La majorité des ré-

pondants comprend en effet que le but de Daesh est de créer de la peur et du repli dans nos sociétés occidentales. Et refuse donc de tomber dans le « piège ». La population n'est pas télescopée par l'angoisse.

Avec fatalisme, les Belges (8 sur 10) s'attendent pourtant à de nouveaux attentats sur le sol belge, comme ils s'y préparaient

déjà avant le 22 mars. Mais malgré cette conscience, les citoyens ne comptent pas majoritairement adapter leur comportement. « Il faut continuer à vivre normalement », scandent souvent responsables politiques (pas tous, cependant...), chercheurs, psychologues, citoyens. Ainsi seuls trois Belges sur dix comptent éviter les lieux publics dans les jours ou les semaines à

venir. Même si les musulmans, eux, éprouvent davantage de craintes (lire plus haut). Si la peur, susceptible d'entraîner l'immobilisme et le repli, ne do-

mine pas, la colère, pour autant, est-elle meilleure conseillère ? Principalement dirigée vers les politiques et les gouvernements successifs, cette colère menace aussi la communauté musulmane. La manifestation de hooligans de dimanche dernier, et le projet avorté de mobilisation du groupe d'extrême droite « Génération identitaire » à Molenbeek (prévue ce samedi, mais interdite par la Bourgmestre) donnent, au-delà des chiffres de l'enquête, un visage concret et bien réel aux risques sous-jacents de ce sentiment dominant. ■

E.B.

PRÉCISIONS

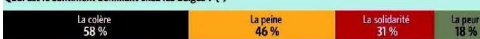
Ceci n'est pas une crise, un think tank de ténors

La Fondation Ceci n'est pas une crise est un think tank composé de ténors du monde politique belge, mais pas seulement : Jean-Pascal Labille, Philippe Maysieck, Louis Michel, en sont, mais aussi Pierre Kroll, Jan Goossens, ancien directeur artistique du KVS, ou encore, Bruno Colmant, économiste, ou l'Abbé Eric de Beukelaer, doyen de Liège.

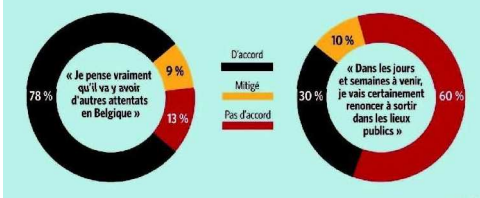
La méthodologie

Le sondage a été réalisé par l'institut Dedicated Research via Internet auprès de 1.034 personnes de 18 ans et plus selon les quotas classiques (langue, région, âge, sexe, niveau d'études) partout en Belgique, entre le 25 et le 27 mars dernier.

Quel est le sentiment dominant chez les Belges ? (*)



(*) Chaque répondant pouvait donner deux réponses. C'est pourquoi le total dépasse 100 %.



LESOR 02/04

l'expert « Cette colère peut être instrumentalisée... »

ENTRETIEN

La fondation Coû n'est pas une crise a commandé un sondage à l'institut Survey&Action après les attentats du 22 mars. Le sociologue Benoît Scheuer a dirigé cette étude.

Que retenez-vous comme le grand enseignement de ce sondage ?

Il y a selon moi deux éléments de contexte déterminants. Car les attentats ne surviennent pas sur un fond vide, neutre. D'une part, il y a cette méfiance par rapport aux institutions, et particulièrement l'institution politique. D'autre part, une fracture identitaire qui traverse la société, et oppose le « eux », en l'occurrence les musulmans, au « nous ». Les résultats de l'enquête montrent que les attentats renforcent ce contexte. Ensuite, on apprend que quatre Belges sur dix jugent les musulmans « complices », que quatre sur dix redoutent une guerre civile entre musulmans et non-musulmans !

Les citoyens refusent le sentiment de peur, pourtant...

Au niveau des émotions dominantes, ce sont les mêmes qu'à Paris après le 13 novembre. La colère domine, mais je ne suis pas certain qu'elle soit très positive. On peut craindre qu'elle ne soit instrumentalisée, en vue de renforcer ces étranges. Les gens disent vouloir éviter de tomber dans le piège de Daesh... Mais personne ne leur explique comment ne pas y tomber. Et ils y sont déjà ! Il n'y a plus de nuances entre réfugiés, musulmans, salafistes, terroristes... La population musulmane sent cet amalgame. Les gens réclament aussi un « pouvoir fort ». Cela signifie-t-il un pouvoir à la Trump ou à la Marine Le Pen ? Quand on se sent envahi, non protégé, c'est l'ouverture à une réponse autoritaire, aux popu-

lismes identitaires.

Des éléments d'optimisme ?

Il y a un élément encourageant : sept personnes sur dix sont favorables à un travail de pédagogie pour démanteler les idéologies radicales.

Difficile de se dire opposé à ce genre de propositions.

Tout le monde dira qu'il est pour l'enseignement, la culture... Pas forcément. D'ailleurs, il y en a qui se disent contre. Les gens pourraient très bien dire qu'il faut se limiter à des mesures sécuritaires. Au lieu de cela, ils admettent qu'ils sont peu ou mal informés, et qu'un travail de pédagogie est à faire. Le différentiel est portant : il y a finalement plus de gens qui soutiennent un travail culturel que de gens qui jugent que la meilleure réponse est de renforcer l'arsenal sécuritaire. Il n'y a plus aucune illusion sur l'efficacité du purement sécuritaire.

Ce discours revient à chaque attentat. Dans la bouche de chercheurs ou de médias... Mais cela ne semble pas faire son chemin chez les politiques.

Les politiques classiques ont du mal à poser la question identitaire. La droite l'a toujours essentialisée, tandis que la gauche a voulu la mettre sous le tapis. Il n'y a en effet que quelques chercheurs, quelques journaux qui la posent. Nous sommes face à un mur immense et un silence assourdissant des responsables politiques traditionnels. Je suis convaincu que c'est de la société civile que naîtra une forme de contagion culturelle. Ou ne naîtra pas. Et nous basculerons alors dans un monde qui construit toujours plus de murs. ■

Propos recueillis par E.B.L.

les responsabilités L'échec du tout-sécuritaire, l'appel aux alternatives... sans lâcher le militaire

À qui la faute ? La population belge, sur ce point, n'est pas tendre avec les politiques, d'hier comme d'aujourd'hui. Les politiques d'intégration des populations immigrées menées depuis des décennies révèlent leurs manquements, jugent les citoyens. Ils pensent que, si elles avaient été plus performantes, de tels attentats n'auraient pas lieu sur notre sol aujourd'hui. Les vives critiques provenant de l'étranger à l'égard de l'incapacité de l'État belge à localiser et arrêter les terroristes ? Les Belges y adhèrent à 53 %...

Une cause fait en tout cas consensus : le sous-financement chronique de la justice, la police, la sûreté de l'État, tous ces « services chargés de nous protéger ». Reste que, dans le sondage, les « propositions » de responsabilités demeureraient limitées, voire un brin orientées. Le sondeur est allé jusqu'à interroger le rôle de la « finance mondiale » comme « une des principales sources des explosions de violence ». Proposition à laquelle adhèrent 47 % des Belges, pour information.

Pour l'intervention militaire en Syrie

Opinion établie des réponses à un sondage sur le rôle de la finance mondiale

trois sur l'ensemble du pays, que des militaires étaient déployés dans la capitale depuis plusieurs mois, signent sans doute l'amorce de l'échec du tout sécuritaire. Ainsi, même si un Belge sur deux continue de croire que la meilleure réponse consiste à placer plus de policiers et de militaires en rue, qu'un pourcentage similaire de citoyens se dit prêts à sacrifier une part de ses libertés pour plus de sécurité, ils sont pourtant 73 % à reconnaître que le renforcement des mesures sécuritaires n'empêchera certainement pas de nouveaux atten-

tats. À noter que plus la population interrogée est jeune, moins elle accepte de lever le secret des conversations téléphoniques, de se faire surveiller, filmer en tous lieux, etc. Génération Snowden ?

La population sondée adhère ensuite à des mesures a priori de lignes très diverses... peut-être moins contradictoires qu'il n'y paraît ? La question de l'intervention en Syrie et en Irak, pour combattre directement Daesh se pose à peine. La grande majorité des Belges appuient en effet l'implication de la Belgique dans la coalition interna-

tionale, en l'état ou en augmentant encore davantage les frappes. Seul

un sur six se prononce pour le retrait.

Un euro pour la sécurité, un euro pour la culture

Le sondeur a ensuite proposé une kyrielle de mesures axées sur la pédagogie, l'enseignement, la culture et, surtout, la prévention, ici, en Belgique, des idéologies et discours radicaux. Des propositions alternatives globalement bien suivies par la population, et plus par-

ticulièrement par les Bruxellois. Difficile sans doute de s'affirmer « contre » le modèle « italien », qui

consiste à investir un euro dans l'enseignement et la culture pour tout euro investi dans la sécurité... 73 % des répondants adhèrent en effet à cette idée.

Un plébiscite des mesures préventives et une remise en doute du « tout sécuritaire » qui n'empêche pas 79 % des sondés de réclamer un « pouvoir fort pour mettre de l'ordre dans tout cela ». Pour Benoît Scheuer, ce n'est pas forcé-

ment contradictoire, même s'il interprète ce « pouvoir fort » comme une porte ouverte à des régimes de plus en plus autoritaires, portés

par des populistes à la Marine Le Pen ou Donald Trump qui offrent en effet un discours pour le moins affirmé sur ces questions identitaires, que les politiques traditionnelles ont longtemps caché sous le tapis.

Mais ce discours fort pourrait aussi être celui d'une autre société, d'une plus grande ouverture. « Sans contre-discours, on laisse le

champ libre aux idéologies et aux populismes », pointe le sociologue. Or ce sont les mots qui construisent le réel. Il est impératif qu'à côté de ces mesures sécuritaires, un discours fort soit tenu pour recréer un imaginaire de société.

De façon plus fondamentale, il faut repenser des questions de fond : « Quel futur, quelle société voulons-nous ? Aujourd'hui, plus personne ne propose une société dans laquelle nous voudrions vivre dans 10, 15 ans. » Une opinion que partagent sans doute en partie les 59 % de Belges qui jugent que nos sociétés ne proposent plus suffisamment de projets et de valeurs pour les jeunes... ■

E.B.L.

